

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Le gouvernement au pied du mur

Pourquoi Nicolas Sarkozy, qui durant sa campagne présidentielle a appelé à "liquider l'héritage de mai 68", organise-t-il des "Grenelle" dès qu'il s'agit de recueillir l'opinion de spécialistes sur une question ? Celui de l'environnement n'est pas terminé que se profile déjà celui de l'insertion sociale.

L'utilisation de ce terme, qui fait référence aux accords sociaux signés dans la foulée des grandes grève de mai et juin 1968, est d'autant plus surprenante que les décisions qui seront prises à l'issue de cette concertation n'auront rien de révolutionnaires et ne resteront probablement pas dans l'Histoire.

Les élus, représentants d'associations et d'organismes professionnels, rassemblés à Brest le 16 octobre, ont pu s'en rendre compte.

Personne n'est dupe des arrière-pensées politiciennes qui ont présidé à l'organisation du Grenelle de l'environnement. Il convient cependant de reconnaître que cette initiative a permis de mettre autour de la même table des représentants d'associations, des dirigeants d'entreprises, des responsables syndicaux qui se parlaient peu auparavant.

"Chacun a pu s'exprimer", se félicite la conseillère régionale Yvette Duval qui a participé à l'atelier "Adoption de modes de production et consommation durable". "Il est sain que chacun s'écoute et valide des objectifs communs", renchérit Jean-Luc Fichet, vice-président du Conseil général. "Mais, lorsqu'il faudra expliquer comment les atteindre, le consensus ne sera sans doute pas au rendez-vous", tempère-t-il. "C'est une chose de dire 6 % de surface agricole utile (SAU) en bio en 2020 (contre 2 % aujourd'hui). C'en est une autre d'expliquer comment".

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 25/10/2007



Une réforme à la va-vite

En s'attaquant aux régimes spéciaux, le gouvernement et l'UMP ne cherchent pas à répondre à la question du financement des retraites. Ils visent à dresser les salariés les uns contre les autres.

Tous les orateurs de la CGT, de FO et de Solidaires qui se sont succédés à la tribune, le 18 octobre à Brest, devant plus de 2 000 manifestants, ont dénoncé cette stigmatisation d'une partie des salariés, accusés de tous les maux par l'UMP. "L'unité des salariés du privé et du public et des retraités est possible", s'est écrié Marc Hébert, secrétaire départemental de FO, tandis que la CGT appelait à la "mobilisation dans l'unité".

De son côté, l'UMP, dans une pétition, diffusée avant même la journée d'action du

18 octobre, tente de faire croire que "la réforme des régimes spéciaux vise à sauver le système de retraites aujourd'hui menacé".

"Une réforme s'impose mais pas seulement celle des régimes spéciaux", a précisé pour sa part Annick Lepetit, secrétaire nationale du Parti Socialiste.



François Hollande

Celle que veut imposer Xavier Bertrand, qui consiste à aligner tous les salariés à 40 annuités en 5 ans, sans tenir compte de la pénibilité du travail, n'est pas acceptable. D'autant que le gouvernement refuse d'ouvrir de vrais négociations.

Et "une réforme des retraites peut en cacher une autre", a

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Alpages nauséabonds.

Ne pas se laisser abuser par les mots : l'Union Démocratique du Centre n'est pas si démocratique et n'est pas du tout du centre. C'est pourtant cette formation qui a remporté les élections, dimanche dernier, en Suisse. Mené par Christoph Blocher, le parti, durant la campagne, n'a décliné que des thèmes populistes et xénophobes dont le symbole restera cette affiche infâme où de très blancs moutons repoussent hors des frontières helvétiques, l'étranger, le mouton noir. Pourtant, le pays va bien, le chômage déjà bas est en recul, l'économie est dynamique. Mais la suisse a peur de ses voisins et surtout des moins fortunés venus des Balkans. Alors, la Suisse se replie sur elle-même, continue de ne rien vouloir connaître de l'Europe et de ses évolutions et tend les bras au nationalisme. Brrr.

Le gouvernement au pied du mur (suite)

C'est bien de fixer des objectifs. C'est mieux de préciser comment les atteindre

*** Car, au-delà de la démarche sympathique qui consiste à laisser toutes les opinions s'exprimer, il faudra bien que le gouvernement avance des propositions.

A Brest, ce sont surtout les élus socialistes qui ont mené la discussion. D'ailleurs ceux de l'UMP ont particulièrement brillés par leur absence.

Sans doute ne sont-ils pas encore très familiarisés avec certaines notions, comme le sont leurs homologues socialistes. D'ailleurs, d'entrée de jeu, Pierre Maille et François Cuillandre ont posé les termes du débat et précisé le sens des mots. "On parle essentiellement d'environnement. Je



La mer : l'oubliée du Grenelle

préfère que l'on parle de développement durable", a précisé le président du Conseil général, "car cela oblige à requalifier la croissance, à préciser les places du marché et le rôle de l'État".

"La protection de la Nature qui ne prendrait pas en compte le sort des hommes, en particulier des plus défavorisés, ne serait pas acceptable", a confirmé le maire de Brest qui s'est déclaré opposé "à une vision conservatrice visant à mettre l'environnement sous cloche".

En outre, Jean-Yves Le Drian a dénoncé le peu de place consacrée à la mer dans les débats préparatoires. Tandis que Louis Le Penec et Bernard Poignant se sont étonnés de l'absence de références européennes.

Les élus socialistes, forts de leur expérience dans les collectivités gérées avec leurs partenaires verts, communistes ou régionalistes, ont mis en exergue leur bilan.

Dans l'habitat, la lutte pour les économies d'énergie passe par la formation des professionnels du bâtiment pour les constructions neuves et les rénovations. "Nous n'avons pas attendu le Grenelle pour nous pencher sur cette question", souligne la conseillère régionale Véronique Hériaud. "Le lycée professionnel de Pleyben forme déjà les artisans de demain aux techniques de la haute qualité environnementale".

Pour favoriser le développement de l'agriculture biologique, des seuils de nourriture bio pourraient être fixés dans les cantines. "C'est un dossier que nous avons déjà étudié", renchérit son collègue Nicolas Morvan. "C'est d'ailleurs le groupe socialiste qui a défendu le premier cette idée". Mais si l'ambition est louable, il ne faudrait pas que les lycées ou collèges Bretons soient obligés d'importer des aliments bios d'Allemagne ou d'Italie. Les pommes ou la viande qui auront traversé la France en camion serait peut-être bio mais leur impact sur le réchauffement climatique serait nul voire négatif.

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Et c'est au moment où Jean-Louis Borloo ou Nicolas Sarkozy présenteront les 15 ou 20 propositions du Grenelle de l'environnement que l'on verra si, comme le craignent beaucoup d'observateurs, la montagne a accouché d'une souris. Car, comme le constate Jean-Luc Fichet, "le budget 2008 n'anticipe absolument pas une meilleure prise en compte du développement durable". Pourtant, sur quelques dossiers, le gouvernement pourrait montrer sa volonté.

Tout le monde dénonce la pression foncière en Bretagne. "Il existe une solution simple pour endiguer ce phénomène", a rappelé Jean-Yves Le Drian, "Il suffit que l'État signe enfin le décret instaurant l'établissement public foncier que la région a créé. Tout est prêt, il ne manque qu'une signature".

Il faut favoriser les transports en commun ? "Alors rétablissez l'aide de l'État pour les collectivités qui s'engagent sur cette voie", a demandé François Cuillandre.

Pierre Maille a une nouvelle fois plaidé en faveur de la ligne à grande vitesse qui doit mettre Brest et Quimper à trois heures de Paris.

La balle est maintenant dans le camp du gouvernement. A lui de démontrer sa réelle volonté de s'engager dans une logique de développement durable.



Comment augmenter la part du bio ?

Une réforme à la va-vite (suite)



2 000 manifestants, à Brest le 18 octobre

*** rappelé Olivier Cuzon, de Solidaires, le 18 octobre. Car, aujourd'hui, le gouvernement veut faire passer les salariés des régimes spéciaux de 37,5 à 40 années de cotisations, mais dans quelques mois il imposera 41 voire 42 annuités à tous les salariés.

Pour le Parti Socialiste, il faut entamer dès maintenant les négociations sur la pénibilité du travail et aborder les "questions oubliées" des stock-options et des parachutes dorés.

"La stigmatisation du gouvernement vis-à-vis des régimes spéciaux ne réglera en aucune manière le problème des retraites", a annoncé François Hollande.

Cette réforme ne réglera rien

Le mensonge qui consiste à faire croire aux Français que cet alignement assainira les finances publiques sur le long terme est grossier. L'économie réalisée par l'État sera d'environ 600 millions d'euros dans 5 ans, alors que le besoin de financement des

retraites d'ici 15 ans s'élèvera à 50 milliards d'euros.

Alors comment faire ? Pour François Hollande, gouvernement et partenaires sociaux doivent engager des négociations afin de prendre en compte la pénibilité des métiers. "Je suis pour l'égalité mais cela ne signifie par l'uniformité", a souligné le premier secrétaire du Parti Socialiste. "Quand un ouvrier vit sept à huit ans de moins qu'un cadre, pourquoi y aurait-il la même durée de cotisation ?".

"Il faut que chacun accepte de faire des efforts puisque nous sommes dans un contexte démographique où l'espérance de vie s'allonge. Mais pour que l'effort soit accepté, il doit être juste".

Le gouvernement pouvait prendre le temps de la concertation. Il a préféré passer en force, voulant ainsi flatter la partie la plus ultra-libérale de son électoral. Il devra en assumer les conséquences.

Un parti convivial

A en croire certains observateurs, le parti socialiste serait un champ de bataille sur lequel des armées de militants, rangés derrière des éléphants, se livreraient une lutte fratricide. Heureusement il n'en est rien. Les rassemblements conviviaux organisés ces dernières semaines prouvent même le contraire.

A la Fête de la Rose de Quimperlé, au barbecue de rentrée des sections brestoises, à Plouédern pour la cinquième circonscription ou à Plozévet pour la septième, les militants socialistes ont de plus en plus d'occasions de se retrouver dans un cadre convivial. Même les sections participent à cette tendance puisque celles de Daoulas et de Saint-Yvi invitent leurs adhérents à se retrouver autour d'un repas.

"Habituellement, nous nous retrouvions au printemps dans un restaurant mais cette année nous avons senti le besoin de changer de formule", explique Daniel Couïc, délégué de la 7^e circonscription.

"La convivialité est une valeur essentielle", souligne Jean-Pierre Tandin qui a organisé



Jean-Pierre Tandin à la guitare, au repas républicain de la section de Daoulas

pour la deuxième année consécutive un repas républicain auquel étaient invités les socialistes de la région de Daoulas. "Et leurs conjoints", précise le secrétaire de section.

Cette envie de se retrouver, en-dehors des traditionnelles réunions de sections, se retrouve dans toutes les sections.

Existe-t-il un lien entre la vitalité des sections et l'organisation de fêtes. Certainement. Ces rassemblements créent une dynamique, "même si l'objectif premier n'est pas de faire adhérer des sympathisants", expliquent Daniel Couïc et Jean-Pierre Tandin. Cependant, la section de Daoulas est passée de 30 à presque 60 adhérents en quelques mois.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Rendre sa dignité à chacun

Avec
Véronique d'Ervau

Le 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère, les militants d'ATD quart Monde (Aide à toute détresse), dans toute la France ont organisé des rassemblements pour faire signer la déclaration de solidarité qui stipule notamment : "Nous voulons contribuer à faire respecter la dignité et l'accès effectif de tous aux droits de l'homme". Véronique d'Ervau, responsable du groupe brestois d'ATD, explique cette démarche.

Cap Finistère : Les 17 octobre se suivent et se ressemblent ?

Véronique d'Ervau : Oui et non. Il s'agit tous les ans de rappeler que la misère existe aussi tous les autres jours de l'année et de mettre en avant les résistances qui s'organisent contre elle. Finalement l'objectif de cette journée est

qu'elle n'existe plus, qu'elle n'ait plus de raison d'être. Donc, oui tous les ans le message du 17 octobre est le même. Cependant, nous ne faisons jamais la même chose et cette année est un peu particulière puisque nous célébrons le cinquantième anniversaire de la naissance d'ATD quart Monde et le vingtième anniversaire de la dalle du Trocadéro, dalle sur laquelle est inscrite la phrase prononcée par Joseph Wresinski : "Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré".

Cap Finistère : Et vous invitez les citoyens à signer la déclaration de solidarité ?

Véronique d'Ervau : Oui. Nous pensons que la lutte contre la misère ne doit pas être uniquement l'affaire des associations mais de tout le monde. Nous voulons que notre action fasse tache d'huile et se répande dans toute la société, que

chacun puisse manifester des résistances, partout : dans sa famille, son travail, son école, son association, etc. le rassemblement que nous avons organisé, avec d'autres associations, nous permet d'aller au-devant des Brestoises. Il peut arriver que certains soient désabusés. Mais nous rencontrons surtout des personnes très concernées par notre message, qui ont conscience que le refus de la misère est un chemin vers la Paix.

Cap Finistère : Quelle est l'urgence selon vous pour faire reculer la pauvreté ?

Véronique d'Ervau : C'est difficile de répondre à votre question car tout est lié : sans travail on ne peut se loger et sans logement on ne peut pas travailler. Tout ce qui contribue à lutter contre la pauvreté va dans le bon sens mais nous insistons pour que les plus pauvres, ceux qui sont le plus éloignés du marché de l'emploi ne soient pas oubliés. Pour nous, à ATD, il faut garantir l'accès de tous aux droits fondamentaux : la vie en famille, l'éducation, la culture. Ce qui est urgent c'est de rendre à chaque personne sa dignité.

Rendez-vous

27 octobre

De 9 h 00 à 12 h 30,
centre de Kerliver à Hanvec,
Formation municipale de l'UESR
sur l'eau et l'assainissement.

3 novembre

De 9 h 00 à 12 h 30,
centre de Kerliver à Hanvec,
Formation municipale de l'UESR
sur l'ouverture à l'international.

7 novembre

A 18 h 30, Secrétariat fédéral, au
siège de la Fédération à Quimper.

10 novembre

De 10 h 00 à 16 h 00,
à Plouzané, journée de réflexion.

14 décembre

Convention fédérale de ratification
des listes municipales et des
candidat(e)s aux cantonales.

EN SAVOIR PLUS ...

Formation préparation du programme municipal

La fédération du Finistère organise une formation consacrée à "l'élaboration d'un programme municipal", avec Gilbert Gramoullé, secrétaire fédéral au projet, chargé du pilotage du programme municipal de Quimper.

Cette formation se déroulera au local de Châteaulin (rue Raoul-Anthony), le mardi 6 novembre à 20 h 30.

Municipales 2008

Au-delà des formations offertes aux candidats, l'UESR peut faciliter la mobilisation des équipes non sortantes au travers d'un parrainage par des élus plus expérimentés.

Dans le cas où des besoins se feraient ressentir, merci de bien vouloir contacter l'UESR au 02 98 20 48 72.

Hélène Tanguy repêchée !

Assemblée nationale, Commission des affaires économiques, mardi 16 octobre : Monsieur le ministre de l'Agriculture et de la Pêche vient présenter son budget pour 2008. Quelle déception ! Jugez plutôt : le budget affiche une baisse de 1,8 %.

Autre signe qui ne trompe pas : bien que figurant dans l'intitulé du ministère, le mot "pêche" a disparu, ou presque, de la synthèse de quatorze pages remise par le ministre. La pêche est réduite à la portion congrue ! Une simple ligne daignant préciser le montant budgétaire que souhaite y consacrer l'État, soit soixante millions d'euros. Une seule ligne... !

Ce qui suivit ne fut pas de nature à rassurer sur les intentions du gouvernement. Le ministre a tenu à compléter son propos à grand renfort d'annonces : des mesures importantes interviendraient d'ici quelques jours concernant notamment l'organisation institutionnelle de la filière et une mission sur l'aquaculture serait confiée à... Hélène Tanguy. Drôle de repêchage non ? Drôle et incompréhensible.

Au final, quelle frustration ! Ces auditions en commissions sont d'habitude l'occasion pour les députés de poser des questions au ministre et d'obtenir des réponses. Malheureusement, Monsieur Michel Barnier avait d'autres obligations et n'avait qu'une heure et demie à nous consacrer. J'avais pourtant prévu de l'interroger sur la crise porcine et la situation délicate des entreprises de la pêche. Mais il fut

décidé de ramener le temps de parole à une minute par député (quel espace d'expression !), le ministre Michel Barnier s'engageant à répondre ultérieurement par écrit.

J'ai consacré la minute qui m'était accordée à rappeler au ministre mes questions posées par écrit le 24 juillet dernier et pour lesquelles aucune réponse ne m'est parvenue à ce jour.

Pourtant, ces questions font écho à de réels problèmes et méritent des réponses rapides et précises : le renouvellement de la flottille et la sécurité en mer, le fonds européen pour la pêche, la restructuration de la filière, l'abattement fiscal supprimé en Finistère ou encore la vente des bateaux à l'étranger...

*Annick Le Loch,
députée du Finistère*

Du nouveau sur la toile

La section de Clohars-Carnoët vient de se doter d'un site internet :

<http://www.ps-clohars-carnoet.fr/>

Celle de Quimper a également mis en ligne un blog : <http://quimper-socialiste.blog-spirit.com/>. Il est pour l'instant essentiellement tourné vers l'élaboration du programme municipal.

De plus, vous pouvez déposer vos commentaires à propos des relations entre les socialistes et la nation sur le blog <http://socialistes2007.typepad.fr/> mis en ligne par la fédération.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Yvonne Romain, adhérente de la section d'Audierne, qui fut adjointe au maire de Pont Croix.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Annonces légales & judiciaires

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : IMAO SCI.

Forme sociale : Société civile.

Siège social : 9, cité de Kerguelen, 29000 QUIMPER.

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 400 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : Monsieur Tréveur BEL-LIER, demeurant 2, place Bourdeloy, 56400 AURAY.

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

La Gérance

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFELEC

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428